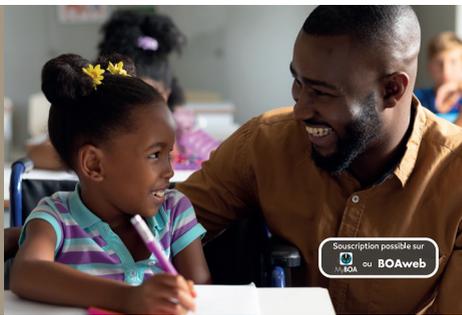


# TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants



Subscription possible sur BOAweb

Jusqu'à 5 mois de salaire\*

Réponse en 24H\*\*

Remboursable sur 11 mois maximum

40 ANS BANK OF AFRICA BMCE GROUP

www.boaogo.com

N°074 | Lundi 23 septembre 2024 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA



## IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

### ECO-SOCIAL

FINANCE CLIMAT :

La BOAD a organisé un séminaire de haut niveau à Cotonou pour stimuler les investissements climatiques dans l'UEMOA



PAGE 2

### EDUCATION

## Enseignement des sciences au secondaire : Dodzi Kokoroko met l'accent sur la pratique

P. 3



Prof Komla Dodzi Kokoroko, Ministre des Enseignements primaire et secondaire

### NOTATION FINANCIÈRE

L'agence de notation S&P a affirmé la notation de crédit de la République togolaise à « B » et a amélioré la perspective de notation de « Stable » à « Positive »

P. 3

### SÛRETÉ MARITIME

FORMATION AU CIBLAGE ET CONTRÔLE DES CONTENEURS :

l'ISMI d'Abidjan renforce les capacités maritimes en Afrique de l'Ouest

P. 2



### ECO-FINANCE- ASSURANCES

GESTION DES RISQUES : Vers la création d'une fédération africaine de management des risques

P. 5

### MOBILE MONEY:

Gozem Money sort du bois et affiche ses ambitions



### NUMÉRIQUE

TRANSFORMATION DIGITALE Le comité d'organisation du FITD Africa décerne des prix à ECOBANK Togo et TOGOCOM à l'issue de la première édition

P. 4



FINANCE CLIMAT :

# La BOAD a organisé un séminaire de haut niveau à Cotonou pour stimuler les investissements climatiques dans l'UEMOA

La capitale béninoise, Cotonou, a accueilli, du 18 au 19 septembre 2024, un séminaire de haut niveau sur la Finance climat. La rencontre de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a réuni des leaders, dirigeants et experts internationaux de l'Environnement, du Climat et des Finances.

Les participants ont discuté de l'évolution des besoins de financement et des mécanismes efficaces pour financer les projets climatiques au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Ce séminaire était destiné surtout à échanger sur le mode d'abondement communautaire du Fonds d'Étude Climat (FEC) et à adopter une nomenclature type pour les études de faisabilité des projets climatiques, intégrant les co-bénéfices climatiques et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Créé le 22 septembre 2023 sous l'égide de l'UEMOA, le Fonds d'Études Climat (FEC) de la BOAD doit contribuer à relever les défis liés aux changements climatiques dans la région UEMOA.

## La BOAD intègre la question climatique dans toutes ses opérations

Lors du séminaire, Ibrahim Traoré, responsable du développement et des projets climatiques à la BOAD, a présenté les initiatives climatiques de l'institution, soulignant son engagement à intégrer la question du climat dans l'ensemble de ses opérations.

« Nous avons pour mission d'intégrer la question du climat dans toutes nos opérations et d'accélérer les investissements dans les projets d'adaptation et d'atténuation », a affirmé M. Traoré, rapporté par [vert-togo.tg](http://vert-togo.tg). La BOAD prévoit de soutenir davantage de projets spécifiques de chaque pays de l'UEMOA et dans des secteurs prioritaires tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable, l'eau et les infrastructures. Pour structurer son approche, la BOAD a adopté une méthodologie inclusive, fondée sur des consultations approfondies avec les autorités nationales, les ONG, la société civile et les communautés locales. Cette démarche permet d'identifier les

besoins spécifiques de chaque pays et de concentrer les ressources sur les projets à fort impact.

« Nous avons opté pour une approche pays, en consultant les autorités locales et en identifiant les secteurs prioritaires. Cela nous permet de garantir que chaque projet est aligné sur les priorités nationales de développement et les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) », a déclaré M. Traoré.

Les projets prioritaires sélectionnés sont classés en trois catégories : ceux disposant d'études complètes, ceux nécessitant des études complémentaires, et ceux sans études préalables.

Le Fonds d'Études Climat (FEC), récemment créé par la BOAD, joue un rôle clé en finançant ces études préalables, facilitant ainsi la préparation et la mise en œuvre des projets climatiques. « Le financement de ces études est essentiel pour mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des projets à co-bénéfices d'adaptation et d'atténuation », a souligné le responsable du développement et des projets climatiques.



La BOAD a organisé le séminaire à Cotonou du 18 au 19 septembre

Le fonds peut mobiliser jusqu'à 500 millions de FCFA par projet, offrant ainsi une opportunité précieuse pour les États membres de l'UEMOA à la recherche de financements climatiques.

Pour renforcer ses capacités de financement, la BOAD collabore aussi également avec des partenaires internationaux, visant à garantir la mobilisation des ressources nécessaires pour financer ces projets tout en soutenant les objectifs globaux de résilience et de développement durable.

M. Ben Barka Moustapha, vice-président de la BOAD, a réaffirmé l'engagement de la banque à jouer un rôle de premier plan dans la finance climatique au sein de l'UEMOA. Il a rappelé que l'institution s'est dotée d'instruments de financement climatique depuis 15 ans, et avec l'adoption de la

deuxième Stratégie Environnement et Climat 2021-2025, ces efforts se sont intensifiés. Cette stratégie vise à consacrer 25 % des financements de la banque aux projets ayant un impact direct bénéfique sur le climat et à mieux intégrer les risques liés au changement climatique dans ses opérations.

Les discussions ont également porté sur les besoins de financement pour les études de faisabilité des projets climatiques dans les États membres, en vue de valider une nomenclature sectorielle harmonisée. La « Déclaration de Cotonou », adoptée à l'issue des travaux, sera soumise à la Conférence des Chefs d'État de l'UEMOA et vise à harmoniser le financement des projets climatiques à travers la région.

*Imagine demain avec [vert-togo.tg](http://vert-togo.tg)*

## SÛRETÉ MARITIME

# Formation au ciblage et contrôle des conteneurs : l'ISMI d'Abidjan renforce les capacités maritimes en Afrique de l'Ouest

L'Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) a organisé du 10 au 13 septembre une formation à Abidjan, visant à améliorer les compétences en matière de ciblage et de contrôle des conteneurs. Cette initiative, menée en collaboration avec la Douane française (DGDDI), s'inscrit dans le cadre des missions de l'ISMI visant à renforcer les capacités maritimes des États signataires des accords de Yaoundé.

Le stage, d'une durée de quatre jours, a réuni une vingtaine de professionnels issus de 11 pays du golfe de Guinée, représentant tous les corps de métiers engagés dans la surveillance des frontières : douaniers, policiers, gendarmes et agents portuaires.



Photo de famille des participants

La diversité linguistique des participants, incluant des francophones, anglophones et lusophones, souligne l'importance régionale de cette formation. Financée et orchestrée par la coopération française via la Direction de coopération de sécu-

rité et de défense (DCSD), cette formation de premier niveau avait pour objectif de développer les compétences techniques nécessaires à la sélection et à la fouille des conteneurs à risques. L'accent a été mis sur l'utilisation de critères cohérents et

éprouvés, essentiels pour une inspection efficace.

Le Colonel Hervé Moussaron, chef de projet à l'ISMI, a souligné l'importance de telles initiatives dans le contexte sécuritaire actuel. En effet, le ciblage et la fouille des conteneurs arrivant dans les ports du golfe de Guinée jouent un rôle crucial dans la lutte contre les trafics illicites, notamment d'armes, de médicaments et de drogues. Ces activités illégales constituent une menace sérieuse pour la stabilité du continent, particulièrement dans la région du Sahel.

Il est à noter que cette formation s'inscrit dans un programme

plus large de l'ISMI, qui organise chaque année une trentaine de stages. Parmi ceux-ci, un tiers est directement organisé par la Coopération française, tandis que les autres bénéficient de son soutien.

Cette approche collaborative démontre l'engagement continu de la France dans le renforcement des capacités de sécurité maritime en Afrique de l'Ouest. Cette initiative de l'ISMI et de ses partenaires représente un pas important vers une meilleure sécurisation des frontières maritimes et une lutte plus efficace contre les trafics illicites dans la région du golfe de Guinée.

*Armand K*

# Enseignement des sciences au secondaire : Dodzi Kokoroko met l'accent sur la pratique

*Le gouvernement s'engage-t-il dans une réforme de l'enseignement des sciences, nécessaire pour atteindre les objectifs de développement du pays ? Certaines de ses actions convergent dans cette direction. Quelques jours avant la rentrée, le ministre Professeur Kokoroko a donné au corps professoral des orientations de nature à faciliter la réalisation des travaux pratiques en sciences expérimentales, à dynamiser les clubs scientifiques et à organiser des journées scientifiques dans les écoles durant l'année académique 2024-2025.*

Les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) offrent des perspectives vertigineuses. La réforme de l'enseignement des sciences est donc une priorité pour le Togo, car elle permettra de mieux former les apprenants, de s'engager efficacement et rester compétitif dans la course à l'émergence.

Le Professeur Komla Dodzi Kokoroko, ministre des Enseignements primaire et secondaire, a récemment mis en place des mesures visant à rendre l'enseignement des sciences pratique et plus efficace. Il a précisé, dans une note adressée au corps enseignant, que « les sciences expérimentales étant pour l'essentiel, des sciences empiriques, les manipulations constituent un déterminant majeur d'apprentissage dans ces disciplines ».

Le ministre a également précisé que « l'expérimentation en cours de sciences a pour conséquence de faciliter l'assimilation des savoirs et des processus, de démystifier les domaines scientifiques ». Il ajoute que « la pratique en sciences permet donc de sortir les apprenants de leur connaissance abstraite et insipide, d'aiguiser leur intérêt pour les sciences et de stimuler davantage leur motivation. ».

## Une priorité du gouvernement

Dans le cadre de sa feuille de route 2020-2025, le gouvernement togolais s'engage à encourager l'orientation des apprenants vers les formations scientifiques. Le ministre a rappelé que du matériel scientifique a été fourni à des établissements scolaires et que les enseignants ont été formés à une utilisation optimale de ces ressources pédagogiques.

Il a également promis que son ministère renforcerait les dispositifs existants en instaurant des tutoriels, et en créant des espaces d'exposition et d'échanges sur les pratiques et

les réalisations des enseignants et des élèves.

## Des activités à mener

Dans une note circulaire adressée au corps enseignant du secondaire, le ministre a donné des indications sur l'organisation des travaux pratiques et des journées scientifiques, ainsi que sur la dynamisation des clubs scientifiques. Cela implique l'élaboration d'un calendrier de partage des ressources matérielles pour favoriser la mutualisation du matériel de laboratoire et d'expérimentation, des guides, des manuels, des protocoles expérimentaux et des fiches modèles, ainsi que l'encadrement par l'enseignant et le suivi des travaux pratiques par l'inspecteur.

Il invite chaque enseignant de sciences expérimentales à réaliser au moins deux séances de travaux pratiques avec ses élèves pendant les heures de cours dans le mois. Toutefois, le ministre met en garde sur le fait que l'enseignant doit prendre toutes les mesures de sécurité lors des manipulations. « Les manipulations qui peuvent présenter des dangers doivent faire uniquement l'objet de démonstration et se dérouler dans un cadre sécurisé », conseille-t-il. Ces travaux pratiques (TP), qui porteront sur les thèmes au programme, ont pour finalité de développer des compétences attendues et feront l'objet d'évaluations pratiques en classe.

« Dans le contexte de l'approche par les compétences (APC), qui suppose une co-construction du savoir, les manipulations doivent être réalisées par les apprenants eux-mêmes (répartis en petits groupes ou individuellement selon les conditions) sous la supervision de l'enseignant », précise le ministre.

Étant donné que chaque établissement scolaire du secondaire dispose d'un club scientifique, le Professeur Kokoroko rappelle que « les clubs scientifiques sont les lieux de compilation des compétences pratiques déve-



Prof. Komla Dodzi Kokoroko

loppées lors des manipulations de TP ». Il souligne que « ces clubs constituent un cadre pour l'acquisition et l'affinement des compétences techniques et scientifiques diverses ainsi que la réalisation de projets éducatifs à fort intérêt scientifique et d'impact socio-environnemental ».

Pour conclure, le ministre demande à chaque établissement du secondaire d'organiser des journées scientifiques durant lesquelles les élèves exposent les compétences acquises ou développées. « Plusieurs établissements scolaires peuvent

organiser conjointement leur journée scientifique », explique-t-il. Il souhaite également que des expositions et des compétitions soient organisées afin de mettre en valeur le génie des apprenants.

JMB

## NOTATION FINANCIÈRE

### L'agence de notation S&P a affirmé la notation de crédit de la République togolaise à « B » et a amélioré la perspective de notation de « Stable » à « Positive »

Les efforts des autorités du pays avec à la tête le Chef de l'Etat Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE ont conduit à ce résultat. Au-delà de la poursuite de l'excellente dynamique de réformes au niveau du climat des affaires, l'agence note que ces bons résultats ont été possibles grâce aux atouts stratégiques dont dispose le Togo et dans lequel le gouvernement et le secteur privé investissent de plus en plus. L'Agence met ainsi en avant la position du Togo comme hub de transport important dans la région, qui joue un rôle essentiel entre l'Asie et les pays enclavés. Ce rôle est par ailleurs renforcé par le Port Autonome de Lomé, qui est décrit par S&P comme une plaque tournante essentielle dans la région, étant le seul port naturel en eaux profondes, et le quatrième port le plus actif d'Afrique.

Enfin, la Plateforme Industrielle d'Adétikopé est présentée comme un actif permettant de créer des investissements dans des secteurs divers (notamment agro-alimentaire, automobile, construction, pharmaceutique, textile). S&P salue également la consolidation budgétaire en cours. L'agence reconnaît le bien fon-



dé des voies et moyens mis en œuvre pour y parvenir, en particulier le rythme d'augmentation des recettes fiscales (0,5 point de PIB chaque année), et les mesures fiscales sous-jacentes.

Il faut rappeler que le 13 septembre 2024, l'agence de notation S&P a affirmé la notation de crédit de la République togolaise à « B » et a amélioré la perspective de notation de « Stable » à « Positive ».

Cette décision de l'Agence reflète les avancées charnières réalisées au Togo depuis la notation inaugurale en 2019. La perspective « Positive » salue « un momentum économique » accompagné d'une consolidation budgétaire qui se poursuit et d'une réduction des déséquilibres extérieurs. S&P indique que si cette tendance devait se confirmer dans les douze prochains mois, cela pourrait permettre une amélioration d'un cran de la notation du Togo, à « B+ ».

L'Agence de notation Standard & Poor's souligne la résilience de l'économie togolaise et une croissance réelle qui a dépassé ses prévisions initiales (6,4% en 2023, au-dessus de la prévision initiale de S&P de 6,0%), notamment grâce au dynamisme du secteur tertiaire. S&P précise que l'exécution de la Feuille de Route gouvernementale reste un point d'ancrage essentiel pour l'économie, qui permettra à la dynamique de croissance de rester robuste sur le moyen terme, avec un taux de croissance annuel moyen qui devrait s'élever à 6,0% en termes réels jusqu'en 2027.

L'Agence rappelle que cet objectif clé du gouvernement est soutenue par le programme signé en mars 2024 avec le Fonds monétaire international (programme de 42 mois, d'un montant de 390 millions de dollars). Enfin, l'appui financier de la Banque mondiale, et l'appartenance du pays à l'UEMOA soutiennent la qualité de crédit du pays.

Ministère de l'Economie et des Finances

TRANSFORMATION DIGITALE

# Le comité d'organisation du FITD Africa décerne des prix à ECOBANK Togo et TOGOCOM à l'issue de la première édition

Le Forum International sur la Transformation Digitale en Afrique (FITD AFRICA) a honoré deux grandes entreprises qui ont répondu à l'appel pour l'organisation de sa première édition à Lomé. ECOBANK TOGO a reçu le Trophée de la transformation digitale, tandis que TOGOCOM a été récompensé par un Certificat de sponsoring.

La remise du Trophée de la transformation digitale à ECOBANK TOGO a eu lieu le 16 août au siège de la banque à Lomé. Selon le comité d'organisation du FITD AFRICA, cette prestigieuse distinction vient récompenser les efforts exceptionnels et constants de la banque panafricaine dans le domaine de la transformation numérique en Afrique.

« ECOBANK TOGO est en effet



Le forum s'est déroulé les 27 et 28 juin à l'hôtel 2 Février et au siège du groupe ECOBANK (ETI) à Lomé

à l'avant-garde de la digitalisation des services bancaires, notamment avec des produits qui facilitent les opérations tant pour les particuliers que

pour les entreprises. La banque promeut des services financiers innovants comme le Point Xpress et finance les startups à travers le concours Ecobank

Fintech Challenge. Ces réalisations s'alignent sur la vision du FITD AFRICA, qui a choisi de témoigner sa reconnaissance à travers cette distinction. Le trophée a été remis en même temps qu'un Certificat de partenariat », explique le comité.

Le 10 septembre, TOGOCOM a obtenu un Certificat de Sponsoring pour son aide à la réussite de la première édition du FITD AFRICA.

« Le leader des télécommunications au Togo est une entreprise engagée dans la transformation digitale, avec des offres de service telles que la 4G+, la fibre optique ou encore l'application mobile Tmoney. L'institution se tient aux côtés du comité d'organisation de ce forum, qui s'est déroulé les 27 et 28 juin 2024, respectivement à l'hôtel 2 Février et au siège du groupe ECO-

BANK ETI à Lomé », précisent les membres du comité.

Organisé par le Carrefour des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (CNTIC), structure basée à Lomé, le FITD AFRICA vise à explorer les innovations, les meilleures pratiques et les stratégies de mise en œuvre de solutions numériques à travers l'Afrique. La première édition du forum a réuni les principaux acteurs de la transformation numérique autour du thème « Connecter l'Afrique : La Transformation Digitale, un catalyseur d'innovation et de développement durable ».

Une deuxième édition du forum est déjà prévue pour continuer à promouvoir les acquis de cette première édition.

JMB

MOBILE MONEY:

# Gozem Money sort du bois et affiche ses ambitions

Gozem, la « Super App africaine » reconnue au Togo pour ses services de transport VTC et de distribution, notamment dans la livraison de repas et de courses, s'apprête à se lancer dans le secteur financier avec Gozem Money, une application de mobile money développée en partenariat avec NSIA Banque. Ce nouveau service sera opérationnel au Togo dès le quatrième trimestre de 2024 et se positionnera comme « une offre fintech (fournisseur de solutions technologiques innovantes en matière de services financiers) unique dans la sous-région », selon les concepteurs.

Gozem Money souhaite simplifier le quotidien des Togolais avec un éventail de services financiers intégrés à l'écosystème existant de Gozem. Les utilisateurs pourront effectuer diverses transactions, telles que le paiement de factures, les achats tant dans l'environnement Gozem qu'en dehors, les transferts d'argent et la gestion de leurs finances personnelles, le tout via

une seule application.

« Le lancement de Gozem Money est une évolution naturelle de l'application Gozem, qui se veut être une super application facilitant la vie de ses utilisateurs. Disponible dans un premier temps au Togo, Gozem Money permettra à nos clients et partenaires d'effectuer des transactions financières depuis leur application en toute célérité, tant entre eux qu'avec des acteurs externes. Le service sera rapidement étendu aux autres pays du groupe, où nous sommes très impatients de faire profiter nos milliers d'utilisateurs de ses fonctionnalités innovantes », a indiqué Jean-Martial Moulaud, COO et directeur groupe de Gozem.

L'un des objectifs clés de Gozem Money est de démocratiser l'accès aux services financiers numériques en proposant des tarifs plus accessibles et en assurant l'interopérabilité avec les plateformes existantes. Cette approche vise à stimuler l'adoption et la croissance des services financiers numériques



Des responsables de Gozem et NSIA Banque lors du lancement de Gozem Money

dans la région.

Du côté de NSIA Banque Togo, Mme Odile Affoyon, directrice de la banque, met en avant la sécurité et l'accessibilité du produit. « En assurant l'émission de la monnaie électronique Gozem Money, la NSIA Banque vise à offrir à sa clientèle un produit facilement accessible et sécurisé pour les transactions. En plus de répondre aux normes internationales en la matière, ce produit permet aux utilisateurs de garder le contrôle de leurs finances », précise-t-elle.

Pour Jean Sylvestre Nango, di-

recteur de Gozem Money Togo, l'ambition du projet est de « réduire au maximum les obstacles à l'utilisation du mobile money et de contribuer ainsi à une inclusion financière effective ». Une banque accessible donc à tous les Togolais.

Gozem, qui opère déjà au Togo, au Bénin, au Gabon et au Cameroun, compte plus d'un million de téléchargements et a facilité plus de 20 millions de courses dans 16 villes depuis son lancement en novembre 2018. Avec l'ajout de Gozem Money à sa gamme de services, l'entreprise

renforce son engagement envers l'innovation et la transformation numérique du continent africain.

Cette collaboration entre Gozem et NSIA Banque Togo illustre parfaitement la synergie entre les fintechs innovantes et les institutions financières traditionnelles, ouvrant la voie à une nouvelle ère de services financiers plus accessibles et inclusifs pour les populations d'Afrique de l'Ouest.

Armand K.

## GESTION DES RISQUES : Vers la création d'une fédération africaine de management des risques



L'idée de la fédération est née lors de la 5ème édition des Rencontres africaines de la gestion des risques (RIMRAE) tenue à Abidjan les 20 et 21 juin.

L'organisation nigériane de risk management (The Chartered Risk Management Institute of Nigeria (CRMI), a signé à Lagos avec d'autres associations nationales africaines pour le management des risques, le mémorandum pour la création de la Fédération Africaine de Risk Management (FARMA). Le protocole d'accord a été signé lors de la 23<sup>e</sup> conférence annuelle internationale de CRMI qui a eu lieu en septembre.

« Cette fédération est un pas en avant vers une gestion des risques plus résiliente et solidaire à l'échelle régionale et internationale », affirme Khalid Yacoubou-Boukari, président de l'Association pour le Management des Risques et des Assurances au Togo (AMRAT), membre signataire du mémorandum.

M. Yacoubou-Boukari indique qu'à travers le FARMA, les associations africaines de risk management visent à promouvoir une approche cohérente et coordonnée de la gestion des risques sur le continent africain ; à favoriser le partage des meilleures pratiques, des connaissances et de l'expertise en matière de gestion des risques entre les pays membres ; à représenter les intérêts de la communauté africaine de gestion des risques auprès des instances régionales et internationales ; à encourager le développement de programmes de formation et de certification en gestion des risques adaptés au contexte africain et à contribuer à l'élaboration de réglementations et de normes communes de gestion des risques pour l'Afrique.

L'initiative menée par le CRMI

du Nigéria bénéficie du soutien d'organisations internationales dont « le Club Francophone du Management des Risques et des Assurances ». L'idée de cette fédération est aussi née lors de la cinquième édition des Rencontres africaines de la gestion des risques (RIMRAE), tenue à Abidjan les 20 et 21 juin 2024.

« Cette initiative pionnière marque une avancée significative pour le renforcement de la gestion des risques sur notre continent. Je suis particulièrement fier que nous ayons contribué à la conception de cette idée lors des RIMRAE qui se sont tenues à Abidjan en juin dernier », a expliqué M. Yacoubou-Boukari.

Emile Essessi



**CECI N'EST PAS UN  
SIMPLE PICK-UP, C'EST UN**

# DMAX



Tél: +228 22 61 27 76 / 771 78  
Mob: +228 93 25 96 96



Diwainternational



### AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE N°012/2024/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N° 2210/2024 du 05 Septembre 2024, il sera procédé à la **vente aux enchères publiques de cinq cent neuf (509) véhicules** usagés de différentes marques dans les parcs de véhicules d'occasion IRIB I et IRIB II de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port.

La vente aura lieu le lundi 23 Septembre 2024 à partir de 09 heures 30 minutes et jours suivants dans les parcs de véhicules d'occasion IRIB I et IRIB II de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port.

#### CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA VENTE

1. La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
2. La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la section du contentieux de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port ;
3. Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
4. Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées. Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser au cabinet d'Etude du Me Yves P. BINI, Commissaire-Priseur, sis à Bè Kikamé, en face du Lycée, Tél : 90 11 58 58 Lomé-TOGO.

Fait à Lomé, le 17 septembre 2024

Philippe Kého B. TCHODJE

Le Commissaire Général p. i.

41, Rue des Impôts. 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO  
Tél. : + 228 22 53 14 00  
E-mail : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg



### AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE N°013/2024/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N° 2209/2024 du 05 Septembre 2024, il sera procédé à la **vente aux enchères publiques de vingt et un (21) véhicules** usagés de différentes marques sur les terre-pleins du Port Autonome de Lomé.

La vente aura lieu le lundi 23 septembre 2024 à partir de 09 heures 30 minutes et jours suivants sur les terre-pleins du Port Autonome de Lomé.

#### CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA VENTE

1. La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat ;
2. La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5.000) francs CFA non remboursable contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la section du contentieux de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port ;
3. Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication ;
4. Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des effets qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser au cabinet d'Etude du Me Josué BACCO, Commissaire-Priseur, sis à Batomé, Tél : 90 35 99 49 / 98 43 24 90, Lomé-TOGO

Fait à Lomé, le 17 septembre 2024

Philippe Kého B. TCHODJE

Le Commissaire Général p. i.

41, Rue des Impôts. 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO  
Tél. : + 228 22 53 14 00  
E-mail : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg



### AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES PAR AUTORITE DE JUSTICE N°014/2024/OTR/CG/CDDI

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) informe le public qu'en exécution de l'ordonnance N° 2211/2024 du 05 Septembre 2024, il sera procédé à la **vente aux enchères publiques de cent vingt (120) véhicules** usagés de différentes marques dans le parc de véhicules d'occasion Option II.

La vente aura lieu le lundi 23 Septembre 2024 à partir de 09 heures 30 minutes et jours suivants dans le parc de véhicules d'occasion Option II de la Direction des Opérations Douanières de Lomé-Port.

#### CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA VENTE

1. La vente est faite aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, paiement au comptant et sur place majoré de 12% avec enlèvement immédiat.
2. La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5000) FCFA non remboursable, contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des Opérations Douanières de Lomé Port.
3. Aucune réclamation ne sera prise en compte après adjudication.
4. Les adjudicataires qui n'auront pas acquitté le montant des engins qui leur sont adjugés avant 17 heures 30 minutes du jour de leur achat, verront leur adjudication annulée.

La participation du public à cette vente implique l'acceptation des conditions ci-dessus énumérées.

Pour tout renseignement, bien vouloir s'adresser au cabinet d'Etude du Me Yéwa DJAGNIKPO, Commissaire-Priseur, sis à Forever, Tél : 70 16 66 70, Lomé-TOGO.

Fait à Lomé, le 17 septembre 2024

Philippe Kého B. TCHODJE

Le Commissaire Général p. i.

41, Rue des Impôts. 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO  
Tél. : + 228 22 53 14 00  
E-mail : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

# Quelles devraient être les spécificités de la RSE en Afrique ? **Sept principes doivent guider les parties prenantes**



Par Pierre-Samuel Guedj

Découvrez la dernière contribution de Pierre-Samuel Guedj, Président d'Affectio Mutandi & de la commission RSE&ODD du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN).

Le monde en convient, la Responsabilité Sociétale des Entreprises en Afrique doit être adaptée aux spécificités économiques, sociales, culturelles et environnementales du continent. Partageons sept enjeux devant ainsi être pris en compte :

## 1. le contexte Socio-Économique

- Lutte contre la pauvreté et les inégalités : La RSE en Afrique doit intégrer des initiatives qui favorisent l'inclusion sociale et la réduction des inégalités, en soutenant l'accès à l'éducation, à la santé, et en créant des opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes. L'un des enjeux majeurs du continent est de créer 600 millions d'emplois d'ici 2050 ;
- Développement des infrastructures : Les entreprises peuvent jouer un rôle clé dans le développement des infrastructures de base (énergie, transport, eau potable, etc.), nécessaires pour le développement économique local, en y intégrant par ailleurs des objectifs d'impacts intentionnels et additionnels tels que définis par la Banque mondiale.

## 2. l'Environnement et la Durabilité

- Gestion des ressources naturelles : L'Afrique est riche en ressources naturelles, mais leur exploitation doit être durable et respectueuse des communautés locales. Les entreprises doivent promouvoir la protection de l'environnement, la gestion durable des ressources et la lutte contre la déforestation ;
- Changement climatique : La RSE doit inclure des stratégies pour atténuer l'impact du changement climatique, notamment en favorisant les énergies renouvelables et les pratiques agricoles durables,

au moment même où le continent développe ses industries et ses villes.

## 3. le Respect des Droits Humains et des Cultures Locales

- Engagement avec les communautés : Les entreprises doivent s'assurer que leurs activités respectent les droits des populations locales, en impliquant les communautés dans les décisions qui les affectent, et en respectant les pratiques culturelles et les savoirs locaux ;
- Éthique des affaires : La lutte contre la corruption et la promotion de la transparence sont essentielles dans la mise en œuvre de la RSE en Afrique.

## 4. l'Innovation Sociale et Technologique

- Adaptation technologique : Le développement de solutions technologiques adaptées aux réalités locales, telles que les services financiers mobiles ou les innovations dans l'agriculture, est crucial pour un impact durable ;

- Entrepreneurat social : Encourager les nouveaux modèles économiques qui combinent impact social et rentabilité économique, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé, et de l'agriculture.

## 5. l'Engagement Public-Privé

- Collaboration avec les gouvernements : Pour être efficace, la RSE doit s'inscrire dans un cadre de partenariat avec les gouvernements locaux, pour s'assurer que les initiatives des entreprises complètent sans remplacer les politiques

publiques et contribuent au développement national.

## 6. la Formation et la Sensibilisation

- Renforcement des capacités : Les entreprises doivent investir dans la formation des employés et des communautés locales pour promouvoir une meilleure compréhension des enjeux de la RSE et renforcer les compétences locales ;
- Promotion de la RSE locale : Encourager les entreprises africaines à développer leur propre modèle de RSE, en tenant compte des réalités locales, plutôt que de simple-

ment adopter des modèles occidentaux. Saluons en ce sens les travaux du Global Compact Africa qui a développé spécifiquement une approche adaptée aux entreprises africaines.

## 7. le Suivi et l'Évaluation

- Incitation à l'action : il s'agit de mettre en œuvre des dispositions adaptées pour promouvoir avec exigence et rigueur les initiatives des entreprises engagées, comme le Label OHADA en cours de développement au sein de cette organisation normative panafricaine unique ;
- Mesure de l'impact : Il est im-

portant de mettre en place des mécanismes pour mesurer l'impact des initiatives RSE et d'assurer une transparence sur les résultats, afin de garantir que les actions entreprises ont un effet positif sur les communautés et l'environnement.

- En somme, la RSE en Afrique doit être holistique et contextuellement adaptée, visant à promouvoir le développement durable tout en respectant les particularités culturelles, économiques et environnementales du continent.



Illustration : image générée par IA.

# L'impact positif des Jeux Olympiques de Paris 2024 sur la réputation des villes françaises

Par **Cyrille Djami**, consultant en communication stratégique et fondateur de CommsOfAfrica



Paris a accueilli les JO du 26 juillet au 11 août 2024

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 ont été un succès pour la France, non seulement en termes de performances sportives et d'organisation, mais aussi en matière de communication territoriale. Les villes françaises qui ont accueilli des événements olympiques ont vu leur réputation internationale et leur capital sympathie considérablement augmenter. Cet article explore en profondeur l'importance de la communication territoriale dans ce contexte, en mettant en lumière les bénéfices concrets pour les villes hôtes.

## La communication territoriale : un outil stratégique

La communication territoriale est devenue un outil stratégique essentiel pour les villes souhaitant se démarquer sur la scène internationale. Elle englobe l'ensemble des actions de promotion et de valorisation d'un territoire, visant à attirer touristes, investisseurs et nouveaux résidents. Dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris 2024, cette communication a pris une dimension particulière, permettant aux villes hôtes de se positionner comme des destinations attractives et dynamiques.

## L'exemple de Marseille

Marseille, en tant que ville hôte des épreuves de voile, a su tirer parti de cette opportunité pour renforcer son image. La ville a mis en avant son patrimoine

maritime, ses infrastructures modernes et son cadre de vie exceptionnel. Les campagnes de communication ont été axées sur la promotion de ses plages, de son port historique et de ses événements culturels, attirant ainsi un nombre croissant de visiteurs internationaux. Les retombées économiques ont été significatives, avec une augmentation notable des réservations hôtelières et des dépenses touristiques.

## Lyon et Lille : Des Cas de Réussite

Lyon et Lille, qui ont accueilli respectivement des épreuves de football et de basket-ball, ont également bénéficié d'une visibilité accrue. À Lyon, des stars comme Alexandre Lacazette et Wendie Renard ont brillé sur le terrain, attirant l'attention des médias et des fans. Les publications sur les réseaux sociaux ont explosé, avec des millions de mentions et de partages, augmentant la notoriété de la ville. Par exemple, le hashtag #Lyon2024 a été utilisé plus de 500 000 fois sur Twitter et Instagram pendant les Jeux.

À Lille, le basket-ball a été à l'honneur avec des joueurs de renom comme Victor Wembanyama et Marine Johannès. Les matchs au stade Pierre-Mauroy ont attiré des foules record, et les publications sur les réseaux sociaux ont atteint des sommets. Plus de 1,3 million de publications ont été enregistrées

sur TikTok, soit une augmentation de 1 828 % par rapport aux Jeux de Tokyo. Les retombées économiques ont été tout aussi impressionnantes, avec une hausse de 38,2 % des prix moyens des chambres d'hôtel pendant les Jeux.

## Paris, Nanterre, Colombes et autres villes

Paris, en tant que ville principale des Jeux, a vu une augmentation massive de sa visibilité internationale. Des sites emblématiques comme le

Stade de France à Saint-Denis, le Parc des Princes à Paris, et l'Arena 92 à Nanterre ont accueilli des événements majeurs, attirant des millions de spectateurs et de téléspectateurs. Les publications sur les réseaux sociaux ont été phénoménales, avec des hashtags comme #Paris2024 et #JeuxOlympiques atteignant des milliards de vues. Des personnalités comme Snoop Dogg ont également contribué à cette visibilité. En tant que consultant pour NBC, la star américaine a partagé de nombreuses expériences des Jeux sur ses réseaux sociaux, générant des millions de vues et de partages. De plus, l'émission Today Show (une émission de télévision matinale américaine, diffusée depuis le 14 janvier 1952 sur le réseau NBC ndlr.) a diffusé des segments en direct de Paris, mettant en avant les arts de vivre à la française, ce qui a attiré l'attention des téléspectateurs américains.

Colombes, qui a accueilli des épreuves de hockey sur gazon, a également bénéficié d'une attention accrue. Les infrastructures modernisées et les campagnes de promotion ont attiré de nombreux visiteurs, augmentant ainsi la notoriété de la ville. Les retombées économiques ont été significatives, avec une augmentation de 25 % des réservations hôtelières et une hausse de 30 % des dépenses touristiques.

## Les Bénéfices des Aménagements pour les Jeux Paralympiques et l'Inclusion

Les Jeux Paralympiques de Paris 2024 ont également apporté des bénéfices significatifs en termes d'inclusion et d'accessibilité. Les aménagements réalisés pour accueillir les athlètes paralympiques, tels que l'amélioration des infrastructures de transport et l'accessibilité des bâtiments publics, ont permis de rendre la ville plus inclusive pour les personnes en situation de handicap. Ces améliorations continueront de bénéficier à la communauté locale bien après la fin des Jeux.

## Les Retombées à Long Terme

Au-delà des bénéfices immédiats, les Jeux Olympiques ont permis de créer un héritage durable pour les villes hôtes. Les infrastructures sportives construites ou rénovées pour l'occasion continueront de servir les communautés locales et d'attirer des événements internationaux. De plus, la visibilité médiatique mondiale a contribué à ancrer ces villes dans l'esprit des voyageurs et des investisseurs potentiels, assurant ainsi des retombées positives à long terme.

## Les Prochains Jeux Olympiques à Los Angeles

Alors que Paris célèbre le succès de ses Jeux Olympiques, les regards se tournent déjà vers Los Angeles, qui accueillera les prochains Jeux Olympiques d'été en 2028. Los Angeles prévoit d'utiliser ses infrastructures sportives existantes et d'introduire de nouveaux sports, tels que le flag football et le squash, pour offrir une expérience unique et innovante aux athlètes et aux spectateurs.

Les Jeux Olympiques de Paris 2024 ont démontré l'importance cruciale de la communication territoriale pour les villes hôtes. En mettant en avant leurs atouts et en capitalisant sur la visibilité offerte par cet événement mondial, des villes comme Paris, Saint-Denis, Versailles, Marseille, Tahiti, Bordeaux, Lyon, Nice, Nantes, Saint-Étienne, Châteauroux, Vaires-sur-Marne et Saint-Quentin-en-Yvelines ont réussi à améliorer leur réputation internationale et à attirer de nouvelles opportunités économiques. La réussite de cette stratégie de communication territoriale souligne l'importance de continuer à investir dans la promotion des territoires pour assurer leur développement et leur attractivité à long terme. En somme, les Jeux Olympiques ont été un catalyseur de croissance et de renommée pour les villes françaises, prouvant que la communication territoriale est un levier puissant pour le développement local et international.



**IMAGINE DEMAIN**

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

### Directeur Général

Tété B. MENSAH-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:

Jean-François Pollet

### Directeur de publication

ANIKA Koffi Amen

Tél : +228 91024439

### Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboé

Gilles Lawson

### Service commercial:

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

### Mise en page

A. Maxime +228 91 08 91 02

### Imprimerie

Light Print, Qt Forever

1000 exemplaires)

### Distribution

DAMALI Kossi

### Contacts

Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786



# -30%

sur le dédouanement  
des véhicules d'occasion  
jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30%  
sur les valeurs des véhicules  
de plus de cinq (05) ans d'âge



Office Togolais des Recettes - OTR

8201

+228 22 53 14 00  
+228 90 99 41 01

FEDERER POUR BATR  
www.dr.tg